
M.E.S., Numéro 123, Vol.2. Juillet – Septembre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 28 juillet 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, juillet - septembre 2022

LE DEFAUT DE RENSEIGNEMENT ET SECURITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

par

Joseph Dieudonné MASSEVO LENZO

*Licencié en Relations Internationales, Attaché de Recherche,
Faculté de Droit, Université de Kinshasa*

Résumé

Cette recherche a porté sur la sécurité internationale de la République Démocratique du Congo et la place qu'occuperait le renseignement dans la construction de cette architecture. Jusqu'à ce jour, la RDC n'a pas encore pris conscience du rôle substantiel des renseignements dans la constitution de son soft power. C'est ce défaut de renseignement qui est à notre humble avis, le facteur principal d'une politique extérieure attentiste et d'une diplomatie des réactions souvent dépassées.

Mots-clés : *défaut, renseignement, sécurité, République Démocratique du Congo*

Abstract

This research focused on the international security of the Democratic Republic of Congo and the place that intelligence would occupy in the construction of this architecture. To date, the DRC has not yet realized the substantial role of intelligence in building its soft power. It is this lack of intelligence which is, in our humble opinion, the main factor of a wait-and-see foreign policy and a diplomacy of often outdated reactions.

Key-words : *default, intelligence, security, Democratic Republic of Congo*

Introduction

La sécurité de la République Démocratique du Congo (RDC) est au centre de cette étude. Depuis son indépendance, jusqu'à ces jours, ce pays se trouve plonger dans l'insécurité. Nous réflexion table sur les faits qui se sont déroulés entre 1967 et 2003. Le champ d'étude ciblé est la Région des Grands Lacs Africains où ce grand Etat de la région a été à plusieurs reprises, victime d'agressions surprises. Comme on le sait bien, l'Etat doit assumer des multiples missions dans le cadre du contrat social. Celles-ci peuvent se résumer à quatre :

- assurer la protection des personnes et de leurs biens ;
- garantir le bien-être individuel ;
- garantir le bien-être collectif ; et enfin,

- assurer l'intégrité du territoire. En ce qui concerne la défense du territoire contre les agresseurs extérieurs, chaque Etat se crée une architecture de la sécurité internationale. La RDC n'échappe pas à ces missions qui sont en réalité des obligations à son endroit.

En effet, l'architecture de la sécurité internationale d'un Etat est construite à partir d'un certain nombre d'éléments identifiés comme facteur de puissance de l'Etat dans les relations internationales. Actuellement, ces facteurs s'élèvent à dix. Il s'agit : de la géographie ; de la démographie ; de l'économie, de finance et de la monnaie ; de la technique et science ; de l'idéologie, du culturel et spirituel ; de l'opinion publique ; de la personnalité et de l'action de l'homme d'Etat ; de l'âge de l'Etat ; de l'appareil diplomatico-stratégique et de l'organisation collective.

Tous ces facteurs se retrouvent, à plus de 80%, en RDC. Par rapport aux autres Etats de la Région des Grands Lacs Africains, elle est la mieux pourvue en facteurs de puissance ou en éléments qui interviennent dans l'édification de l'architecture de la sécurité internationale d'un Etat.

En principe, elle devait être la mieux sécurisée et l'Etat le plus redoutable. Cependant, la RDC, depuis 1960, se trouve plonger dans une insécurité et une instabilité chroniques. Elle est victime d'agression, des guerres larvées et provoquées par ses voisins par structures interposées dont les forces négatives et les mouvements rebelles de tout genre.

De ce qui précède, nous pouvons, à titre illustratif, évoquer quelques événements. En juillet 1967, alors que le Fonds monétaire international statuait sur la monnaie¹, la RDC connut une agression de mercenaires à Kisangani. Près de dix ans plus tard, soit le 8 mars 1977, Zaïre à l'époque, en effet, des mercenaires en compagnie des ex-gendarmes katangais venus d'Angola, commandés par le général Mbumba Nathanaël, armés jusqu'aux dents et dressés comme des fauves, envahissaient le Sud-ouest de la riche province du Katanga². Une année après, en 1978, ces troupes vont réitérer les mêmes exploits jusqu'à prendre la ville cuprifère de Kolwezi. Il fallait attendre les années 80 pour entendre encore les bruits des rafales sur les hauteurs de Moba où, à deux reprises, en décembre 1984 et en janvier 1985, le vieux maquisard Laurent-Désiré Kabila avait refait surface³. La période allant du mois d'octobre 1996 au mois de mai 1997 n'est pas du tout bonne

¹ Département de la Défense Nationale, (état-major général des forces armées zaïroises), *Mobutu et la guerre de « quatre-vingt jours »*, Tournai (Belgique), les presses de l'imprimerie casterman S.A., 1978, p. 5.

² *Ibidem*, pp. 5-6.

³ KALULAMBI Pongo, *Transition et conflits politiques au Congo-Kinshasa*, Paris, Éditions Karthala, pp. 125-126.

dans l'histoire de la RDC ; ce fut l'époque de la guerre de l'AFDL. Comme si cela ne suffisait pas, une autre période succédera à celle-là à partir du 2 août 1998 jusqu'en 2003, où ce pays a été occupé à l'Est et au Nord par les troupes rebelles.

Au regard de toutes ces agressions, nous sommes en droit de nous poser la question suivante : dans l'architecture de la sécurité internationale de la République Démocratique du Congo, quel est l'élément qui fait défaut ?

La présente étude, nous exige et impose une investigation sérieuse sur les facteurs des agressions surprises pour lesquelles la RDC a été victime à plusieurs reprises.

Il ressort de l'interprétation des écrits de plusieurs observateurs avertis de la politique internationale congolaise, que c'est l'absence de renseignement qui justifie la faiblesse de la RDC dans cette sous-région africaine. En effet, toutes les agressions qu'elle a connues ont toujours été des surprises. Quelques exemples valent la peine d'être donnés.

L'état-major général des forces armées zairoises reconnaît dans l'ouvrage « Mobutu et la guerre de « quatre-vingt jours », ce défaut de renseignement comme une cause de cette agression surprise. Dans cet ouvrage, il est écrit : « Ne dit-on pas que le grand chef est celui qui, placé à la tête d'un organisme important, a le pouvoir de prendre les décisions capitales dont dépend le sort dudit organisme ? Or prendre une décision capitale juste exige quatre opérations : être renseigné, juger, décider et veiller à l'application. Dans le cadre qui nous occupe, on peut dire, sans risque de se tromper, que la première opération n'était pas correctement faite »⁴.

L'explication du général Ilunga Shamanga relative à la deuxième guerre du Shaba, nous renseigne encore plus sur le fait de surprise pour lequel la RDC a été victime d'agression et le défaut de renseignement qui l'a engendrée. Dans son ouvrage, il écrit : « quelques semaines après le procès dit des terroristes, la ville de Kolwezi est attaquée et occupée par des gendarmes katangais venus d'Angola. Tout le dispositif de défense mise en place au Shaba, dévoile ses insuffisances. L'attaque-surprise et l'occupation de la ville se font comme si les forces armées n'avaient pas un service de renseignement »⁵.

⁴ Département de la défense nationale (état-major général des forces armées zairoise), *op.cit.*, p. 108.

⁵ ILUNGA SHAMANGA (Gén.), *La chute de Mobutu et l'effondrement de son armée*, s.l., Canon One Stop Shop, 1998, p. 33.

Un diplomate ex-agent des services secrets de la RDC fait aussi ses révélations sur le maillon manquant dans l'architecture de la sécurité internationale de ce pays. Il renseigne ses lecteurs sur le sort de celui qui fut le premier responsable des services de renseignement pendant les guerres du Shaba suite au défaut de renseignement et à ces deux agressions surprises. Sur quelques lignes de ses écrits, nous découvrons que : « Seti Eyale entre dans la police politique sur le pas de son ami, en 1969. Très ambitieux, et sans scrupules, il manœuvre et obtient le départ de son mentor : il va rester seul patron de lieux. En 1978, son étoile palie auprès du chef suprême. C'est qu'il n'a pas été en mesure de prévenir les deux invasions rebelles du Shaba. »⁶. Parlant de la création de service de renseignement militaire, Lokasola N'koy Bosenge nous renseigne que c'est suite aux deux guerres de Moba que ce service spécialisé fut créé. A ce sujet nous découvrons qu' « au dernier trimestre de 1985, dans la foulée de cette insurrection de Moba, fût créé le Service de Renseignement Militaire et d'Action, en sigle SRMA, dont la mission principale sera d'éviter la répétition de telles agressions par surprise... »⁷.

Il est clair que c'est pour ne plus être victime d'une agression surprise qui est la conséquence du défaut de renseignement, qu'a été créé un nouveau service qui ne s'occupera que de renseignement militaire. Lorsque nous revenons aux écrits du général Ilunga Shamanga, il nous fait voir que « quand la guerre d'agression commence à l'est de la République Démocratique du Congo (Zaire) en septembre 1996, le gouvernement que dirige Monsieur Léon Kengo wa Dondo, semble convaincu qu'il s'agit d'une situation locale et localisée qui pourra être facilement maîtrisée dans des délais plutôt brefs »⁸. Le gouvernement n'avait pas la bonne information et ignorait la réalité.

Comparant la guerre d'agression de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo aux deux guerres du Shaba, le général Ilunga Shamanga, écrit quelques pages avant : « vingt ans plus tard, nous réaliserons qu'au sommet de l'Etat, la leçon de 1977 n'avait pas été retenue »⁹. Il s'agit de quelle leçon ? Tout le dispositif de défense mise en place ... dévoile ses insuffisances. L'attaque-surprise et l'occupation ... se font comme si les forces armées n'avaient pas un service de

⁶ DUNGIA, E., *Mobutu et l'argent du Zaïre. Les révélations d'un diplomate ex agent des services secrets*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 96. Monsieur Seti fût à l'époque Administrateur en chef du Centre National de Documentation (service de renseignement congolais d'espionnage et contre-espionnage).

⁷ LOKASOLA N'koy Bosenge, *La chronique d'une chute. Analyse d'un environnement humain et de faits sociaux ayant prévalu à la fin du régime Mobutu, et à l'avènement du pouvoir de Kabila*, Kinshasa, CHAIRE UNESCO, 2007, p. 24.

⁸ ILUNGA SHAMANGA (Gén.), *op.cit.*, pp. 93-94.

⁹ *Ibidem*, p. 23.

renseignement¹⁰. L'absence de renseignement avait empêché la RDC à comprendre tôt les desseins mortels des ennemis en puissance que sont ses voisins, à s'apercevoir tôt du redoutable danger que représentaient ses voisins, à se préparer conséquemment tôt, à unir tôt toutes les forces de résistance possibles, à rallier tôt ses amis¹¹. Autrement dit, les services qui devaient signaler l'imminence du danger n'étaient souvent pas au rendez-vous.

A travers chacun de ces événements, on discerne le même fil conducteur qu'est le défaut de renseignements. Ceci n'a pas permis aux dirigeants de la RDC de prendre des décisions convenables qui obligerait les deux autres éléments de la sécurité internationale de l'Etat, les forces armées et la diplomatie, à se mouvoir à temps en libérant leurs dernières « puissances » pour défendre la patrie.

Pour la cohérence de notre pensée, en dehors de cette introduction, ce texte débute par l'exposé du cadre méthodologique, et il se termine par la démonstration de l'affirmation selon laquelle, le renseignement est un maillon important dans l'architecture de la sécurité internationale de ce grand Etat de la Région des grands Lacs Africains. Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. LE CADRE METHODOLOGIQUE

Sous l'angle de l'analyse des données, nous avons combiné l'exploitation des méthodes comparative, génétique et d'analyse stratégique qui nous ont permis de bien saisir l'aspect des relations internationales mis en exergue dans la présente étude. Quant à la production des données (informations), la technique documentaire a été utilement mise en contribution.

1.1. Méthode comparative

La méthode comparative est fondée sur la comparaison des phénomènes et des faits à travers le temps et le milieu pour en ressortir les éléments de ressemblance et de dissemblance¹². L'effort que fournit l'esprit dans l'usage de cette méthode est de dégager le ou les générateurs de ces ressemblances ou différences. C'est ici que cette méthode rejoint et complète la méthode génétique.

¹⁰ *Ibidem*, p. 33.

¹¹ DOUGLAS Mac-Arthur ne disait-il pas que « l'histoire des guerres perdues peut se résumer en deux mots : trop tard. Trop tard, pour comprendre les desseins mortels d'un ennemi en puissance ; trop tard, pour s'apercevoir du redoutable danger ; trop tard, pour se préparer ; trop tard, pour unir toutes les forces de résistances possibles ; trop tard, pour rallier ses amis ». R. Nixon, *La vraie guerre*, Paris, Éditions Albin Michel, 1980, p. 17.

¹² KALUBA DIBWA, D., *Méthodes de la science politique*, Kinshasa, Editions Eucalyptus, 2017, p. 44.

Pour comparer, la méthode comparative présume qu'il existe des analogies et des dissemblances entre les éléments ou les faits comparés. L'aspect historique est, en d'autres termes, sous-jacent à toute recherche usant de la méthode comparative dans la mesure où l'histoire fait saisir les faits, phénomènes ou situations dans leur devenir, dans ce qu'ils ont de mouvant et de relatif¹³. La méthode comparative retient dans ses exigences l'observation objective et la description minutieuse, synchronique ou diachronique des faits, des phénomènes ou des situations sous étude.

L'agression est pour nous une expression de la faiblesse de l'architecture de la sécurité internationale de l'Etat agressé en ce moment précis. Usant de cette méthode, nous avons d'abord relevé les agressions qu'a connues la RDC en différentes périodes. Puis, les ayant identifiées, nous avons découvert, en les confrontant, que toutes ces agressions avaient une constance. Cette constance est qu'elles étaient toutes des surprises pour la RDC. Enfin, les comparant entre elles, il s'est dégagé que leur générateur commun est le défaut de renseignement. Ce résultat sera confirmé aussi lorsque nous avons usé de la méthode génétique pour analyser les mêmes faits.

Pour nous rassurer que le renseignement est réellement un facteur de l'édification de l'architecture de la sécurité internationale de l'Etat dans les relations internationales, nous avons recouru aux activités de trois services de renseignements que sont la CIA, la DGSE et le Mossad afin de relever leur participation à la consolidation de la sécurité de leurs Etats respectifs. De cet exercice, les résultats ont été positivement sans appel.

1.2. Méthode génétique

La méthode génétique est une démarche en quête, tel que le nom le désigne, de l'origine des événements, autrement dit des facteurs de ces derniers. Ainsi, la méthode génétique se fonde sur certaines interrogations qui font usage des adverbes quand, pourquoi et comment. Il est donc question de suivre une évolution qui s'étend dans le temps, c'est-à-dire diachronique¹⁴.

La méthode génétique réagit, telle que l'histoire, à la question quand ; cependant, ont un autre sens, ses réactions au pourquoi et au comment. Ce n'est pas une histoire de succession quand bien-même elles renferment une histoire. Ici encore, la notion de temps différencie le commentaire historique du commentaire génétique. « C'est le sous-produit d'une genèse

¹³ TSHUNGU BAMESA, *Méthodologie de recherche qualitative et quantitative*, Kinshasa, s.e., 2011, p. 62.

¹⁴ GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, 10^{ème} édition, Paris, Dalloz, 1996, p. 383.

qui a son propre rythme et cherche une causalité dans les faits eux-mêmes », écrit Madeleine Grawitz¹⁵.

En résumé, la finalité de cette méthode, comme déjà annoncé dans son intitulé, est de trouver le fait générateur, le facteur initial des événements, faits, phénomènes et problèmes.

Dans le présent travail, cette méthode nous a amené à découvrir le facteur essentiel pour lequel certains Etats sont victimes des agressions surprises. Ce facteur n'est rien d'autre que le défaut de renseignement. Dans cette étude, nous avons ciblé, pour l'illustration, le cas de la RDC.

1.3. Méthode d'analyse stratégique

Pour remédier à ce problème de faiblesse de l'architecture de la sécurité internationale de la RDC, nous avons recouru à la méthode d'analyse stratégique. Celle-ci permet de mener une recherche et de réfléchir sur la relation de puissance entre différents acteurs.

L'analyse stratégique est en même temps un raisonnement théorique de recherche (hypothético-déductive) et un espace d'explication du changement. Le désir de repenser l'organisation comme un milieu politique structuré par le jeu des relations de pouvoir entre les acteurs hétéroclites, rationnels et donc indépendants entre eux demeure le postulat fondateur de la méthode d'analyse stratégique¹⁶.

Jean-Gérard Baende Ekungola soutient dans ses écrits que « souvent utilisée pour promouvoir les systèmes d'actions concrets, elle se positionne sur le plan des relations de pouvoir entre acteurs et des règles implicites qui gouvernent leurs interactions, appelées ici « jeux », dans le cadre du fonctionnement des organisations, aussi bien publiques que privées, dont la principale est l'Etat »¹⁷.

L'analyse (réflexion) stratégique consiste, sans laisser des choix a priori, à orienter l'interprétation des faits, à observer froidement le monde et ses évolutions. Pour observer le monde et ses évolutions, voire ses bouleversements, froidement et impartialement, on doit connaître l'histoire des hommes et des peuples concernés, leurs exigences, leurs aspirations et leurs cultures. Ensuite, il faut toujours froidement analyser

¹⁵ Idem.

¹⁶ BAENDE EKUNGOLA, J.-G., *Méthodologie scientifique en sciences sociales. Un regard sur les procédés de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 267. Lire aussi à ce sujet Mbela Hiza Mulanasan (en collaboration avec Cl. Lames), *Comprendre la sociologie. De sa genèse à la constitution de son langage*, Kinshasa, s.e., 2007, p. 135.

¹⁷ BAENDE EKUNGOLA, J.-G., loc.cit., p. 267.

comment, pour affirmer leurs opinions et leurs exigences, les Etats utilisent leur puissance et nouent des alliances pour défendre leurs intérêts¹⁸.

Les services de renseignement doivent, pour analyser les facteurs évolutifs du monde froidement, être en première ligne, car dans la connaissance de ce qui se cache dans la profondeur des âmes et des esprits, c'est-à-dire derrière les apparences, c'est d'abord à eux d'être spécialisés. C'est aux services de renseignement de savoir quelles sont les ambitions des dirigeants, quels sont leurs réelles motivations et leurs objectifs¹⁹.

Pour évaluer correctement l'ennemi, il est une exigence d'avoir une connaissance de ses motivations et de son cadre de vie. C'est dans le secret qui protège les acteurs dont les rapports permettront d'estimer la menace et les moyens de s'y opposer que cela ne peut se faire. Pour empêcher, s'il menace, l'irréparable et pouvoir suivre ses actes, l'ennemi potentiel doit être même infiltré pour mieux le connaître. La mission des hommes de l'ombre est la connaissance des terrains hostiles. Cette connaissance peut, le cas échéant, pour déjouer des menaces précises, permettre d'agir discrètement²⁰. Mais, Alain Corvez précise que « ce souci permanent de savoir quelle est la réalité dissimulée derrière les façades ne doit pas se limiter aux pays menaçants car ceux qui ne semblent présenter aucun risque ne sont pas à l'abri de changements venus du fond de leurs structures »²¹.

A partir de leur connaissance du milieu et des hommes, les diplomates en poste doivent aussi fournir une réflexion stratégique au politique et c'est de façon précise qu'ils le font souvent. Cependant, pour les intentions cachées et les actions secrètes ils leur sont difficiles de les percevoir²².

Alain Corvez note encore que « l'anticipation stratégique est d'autant la mission d'une diplomatie éclairée et pertinente que celle de l'action secrète qui doit l'affiner »²³. Après avoir montré le rôle d'impliquant à impliquer qui lie la diplomatie éclairée et pertinente à l'action secrète, il poursuit que « son champ d'action est le même et la définition de la menace qui en résulte doit amener l'outil militaire à adapter en permanence son organisation, ce qui est son ressort, et ses moyens, ce qui est du ressort du

¹⁸ CORVEZ, A., « Analyse stratégique et renseignement » in *Revue Défense Nationale*, Décembre 2012- n° 755, p. 71.

¹⁹ A. CORVEZ, art.cit., p. 72.

²⁰ CORVEZ, A., « Analyse stratégique et renseignement » in *Revue Défense Nationale*, Décembre 2012- n° 755, p. 71

²¹ CORVEZ, A., op.cit.

²² Idem.

²³ Ibidem, p. 4.

politique, à cette réalité changeante »²⁴. Ainsi, il souligne que « l'analyste prospective doit définir les critères de la précision et, en retour, les décideurs doivent fixer les axes d'effort appropriés »²⁵. Les forces profondes qui se dissimulent derrière les vitrines politiques et qui n'ont pas encore donné leur mesure mais dont l'émergence est inéluctable doivent être devinées par le renseignement²⁶.

Ainsi, aucun acteur ne devra, fut-il chef direct ou hiérarchique dans l'organisation, s'imaginer, en raison de son statut, un succès préalable, s'il n'est porteur de capacités exceptionnelles, avec en toile de fond l'information, qui puissent lui accorder l'avantage sur les autres acteurs²⁷.

1.4. Technique d'observation documentaire

Pour recueillir les données dont nous avons besoin pour mener à bien notre étude, nous avons recouru à la technique d'observation documentaire.

Le monde du renseignement est un cercle fermé à ceux qui ne lui appartiennent pas. Par voie de conséquence ceux qui lui sont étrangers ou extérieurs n'ont pas accès aux renseignements. Faute d'accès aux renseignements eux-mêmes, nous avons analysé ceux d'origine ou de provenance des services et agences de renseignements étatiques à travers la vie de leurs agents. Ils ont écrit et fait des témoignages sur les relations existant entre les services de renseignements et les politiques extérieures des Etats. Ces écrits sont soutenus, de la manière qu'on peut le souhaiter, par une solide documentation.

La prudence nous renseigne qu'il arrive souvent que les comptes rendus rédigés par ceux qui participent à des discussions ne soient que tentatives de se justifier "a posteriori". Dean Acheson a dit qu'il n'avait jamais vu le compte rendu de discussion où l'auteur ne se taille pas la part du lion²⁸. La tendance actuelle à la divulgation abusive et généralisée fait que la quasi-totalité des documents sont rédigés dans un souci d'autojustification. A ce sujet, signalons d'ores et déjà que les faits et phénomènes étudiés dans la présente investigation ont été obtenus sur base des données recueillies après étude et analyse d'un certain nombre des documents. Après qu'ils aient été soumis à deux techniques empruntées à l'histoire, à savoir la critique externe et la critique interne,

²⁴ Idem.

²⁵ Idem.

²⁶ Ibidem, p. 75.

²⁷ BAENDE EKUNGOLA J.-G., *loc.cit.*, p. 268.

²⁸ KISSINGER, H., *A la Maison Blanche. 1968-1973*, tome 1, Paris, Fayard, 1979, p. X.

ces différents documents sur les faits et les phénomènes sous-examen se sont révélés très précieux au regard des informations nous fournies.

II. RESULTATS DE L'ETUDE

Le renseignement est un maillon important dans l'architecture de la sécurité internationale de la RDC. Il contribue à son effectivité. Ainsi nous avons élaboré un schéma simple comportant deux points. Le premier est la définition du renseignement, un exercice qui vaut la peine. Le second traite du rôle des services de renseignements dans la production de l'architecture de la sécurité internationale de la RDC. Pour mieux saisir la place du renseignement dans l'architecture de la sécurité internationale de la RDC, il faut commencer par définir le renseignement.

Aujourd'hui, l'activité de renseignement est volontiers définie à partir de la notion de traitement de l'information. Ainsi, sur ce sujet, Mark Lowenthal, l'un des auteurs de référence aux Etats-Unis d'Amérique, la qualifie, dans son ouvrage « Intelligence, from Secrets to Policy », de « processus par lequel des informations spécifiques importantes pour la sécurité nationale sont demandées, collectées, analysées et fournies »²⁹. Car, le « propre du renseignement consiste à rechercher et à présenter aux « décideurs » des informations fiables, recoupées à la façon d'un éternel puzzle et observées avec le détachement froid du spécialiste »³⁰.

La gestion efficace des affaires, étatiques ou non, publiques ou privées, internationales ou nationales, repose de plus en plus sur la maîtrise de l'information. Elle seule autorise une appréciation autonome des situations et facilite le processus décisionnel, tant au niveau politique que stratégique et opératif³¹. Convaincu de l'utilité de renseignement dans la prise des décisions et surtout armé d'une expérience personnelle, Alexandre de Marenches, par ses écrits, affirmera ce qui suit : « Les grands capitaines, les chefs d'Etat ont cru aux Renseignements et ont mis en œuvre les moyens pour l'obtenir. Il est la clef de toute décision. Il est à la base de n'importe quelle stratégie, qu'elle soit militaire, politique, économique, technologique »³². Il empêche les décideurs d'entrer en trébuchant dans l'arène comme des géants avec des yeux bandés ou comme aveugle et sourd. Jean Barrea n'a-t-il pas écrit que « les décideurs n'ont généralement accès aux éléments de cet environnement réel externe et interne qu'à

²⁹ LOWENTHAL, M., *Intelligence, from Secrets to Policy*, C.Q. Press, 2005, cité par Ph. Hayez, art.cit., p. 520.

³⁰ De MARENCHES, A., *Atlas géopolitique*, Paris, Editions Stock, 1988, p. 9.

³¹ BRONCHIER (Commandant), M. « l'avenir de l'infosphère : un développement annoncé par l'informatique et l'image », in *armées d'aujourd'hui* (le renseignement et l'armée de l'air), n° 211, juin 1996, Paris, Editions ADDIM, p. 55.

³² Ch.OCKRENT et A. MARENCHES, *Dans le secret de prince*, Paris, Editions Stock, 1986, p. 313.

travers les analyses et les rapports de tout genre que font les services de renseignements, les mass média, les observateurs politiques, les experts ou l'administration elle-même »³³. Il ressort de l'ouvrage de Henri Mova Sakanyi que « Le renseignement est la meilleure pourvoyeuse d'informations à la géostratégie. La puissance de feu, les effectifs des armées étrangères, les capacités aériennes ou amphibiques des adversaires ainsi que leurs moyens financiers préoccupent la géostratégie qui doivent savoir quelle force opposer à celle de l'ennemi »³⁴. Comme la puissance ne peut être constatée que dans une relation dynamique entre Etats, cela oblige tout Etat aspirant à la puissance de procéder de manière opérationnelle à la définition de sa politique. La définition opérationnelle de toute politique en général, et de la politique extérieure de l'Etat en particulier, suppose la détention des renseignements. De ce fait, la puissance d'un Etat dépend aussi intimement de la capacité de ses services de renseignements.

Les services de renseignements et les missions diplomatiques sont les pourvoyeurs des renseignements. Ils sont les mieux outillés pour la collecte et l'organisation de ce type particulier des connaissances que sont les renseignements. Pour éviter les agressions surprises, le service de renseignements poursuit trois grandes missions et fonctions.

Le service de renseignements a le devoir de rechercher, détecter, dépister, localiser et identifier une menace quelconque dans une zone précise en analysant les signes éventuels de l'ascension en puissance de l'ennemi de la RDC et en cas de rébellion ou des relations avec des partenaires (principalement les Etats voisins de ce pays) peu probables ou conflictuels, connaître ce que pensent leurs officiers, leur moral, leur condition psychologique, leurs motivations, leurs stocks d'essence et de munitions ; bref, connaître leur état de préparation et les mouvements de leurs troupes, telle est la mission du service de renseignements³⁵.

Donc le service de renseignements donne la possibilité de remonter l'organisation de l'ennemi, de mieux connaître ses desseins et ses moyens. C'est en cela qu'il est le seul capable de tracer et dessiner correctement le schéma monographique d'un Etat ou d'établir correctement l'état de lieu d'une situation.

Le service de renseignements joue aussi le rôle d'avertisseur (d'alerteur), étant donné qu'il est possible, une fois l'appréciation de la

³³ BARREA, J., *Théories des relations internationales. La grammaire des événements*, op.cit., p. 43.

³⁴ MOVA SAKANYI, H., *Congo : Survie et grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, Kinshasa, Editions Safari, 2001, p. 119.

³⁵ OCKRENT C., et A. MARENCHES, *Dans le secret de prince*, Paris, Editions Stock, 1986, p. 133.

menace réalisée, de déterminer la nature des événements entraînant des risques pour le potentiel de la RDC, la probabilité que surviennent ces événements, leurs points éventuels d'application et les conséquences qu'ils entraîneraient sur les capacités de l'Etat³⁶. Si l'on pouvait en être certain, quelques semaines à l'avance, ils permettraient de déterminer les moyens efficaces pour la défense du pays afin de dissuader à bon escient, au plus tôt et par les moyens les mieux adaptés les potentiels agresseurs.

Cela signifie que connaître son adversaire virtuel, observer et contrôler son activité, son entraînement, savoir détecter et dépister les comportements étranges pouvant avoir valeur de signe d'alerte, tous ces éléments sont déterminants pour construire une stratégie, surtout militaire³⁷, et « dans le contexte très particulier d'une guerre de guérilla- où il convient d'agir dans les délais les plus brefs- la transmission et l'exploitation du renseignement sont aussi importants que l'intervention des moyens d'appui feu »³⁸. C'est ainsi que tout compte fait, « il ne suffira pas de clamer la montée en puissance des forces armées de tant et tant de milliers d'hommes puisque pour repousser une invasion, ce n'est pas le nombre qui compte, et il n'est ni utile ni sûr de maintenir une armée régulière en temps de paix pour une telle éventualité » (sic)³⁹.

Il n'y a pas possibilité d'action réfléchie sans renseignement, c'est-à-dire que le renseignement précède l'action et l'inspire même. Il y a vingt-cinq siècles, Sun Tzu a affirmé cette même pensée à sa manière : « Percez à jour les plans de l'ennemi et vous saurez quelle stratégie sera efficace et laquelle ne le sera pas »⁴⁰. Les décideurs au sommet volent dans des circonstances trop compliquées, trop dures, peu agréables. Fréquemment, ils font du pilotage sans visibilité s'ils ne possèdent pas, à cet instant- là, d'instruments genre altimètre, radar, pour savoir ce qui l'attend, on court à la calamité, ou au désastre. C'est pourquoi aucun Etat digne de ce nom, en aucun instant donné de l'histoire, ne s'est passé de service de renseignements⁴¹.

Dans toute situation, avant le déclenchement de n'importe quelle action, le responsable a besoin de renseignement pour décider et mener à

³⁶ SAILLARD, J.-L. « Prévenir, c'est déjà défendre : l'évaluation des menaces et des risques », *op.cit.*, p. 53.

³⁷ SPACZEK J., « Une « oreille » à l'affût : la 54^e escadre de renseignement air », *op.cit.*, p. 48.

³⁸ FACON, P., « Et la « Reco » naquit : l'aviation de renseignement en Indochine et en Algérie », *op.cit.*, p. 38.

³⁹ Th. Jefferson in Dumas Malone, *Jefferson the President, First Term, 1801-1805*, Boston, Little, Brown, 1970, p 104, cité par DENNY, B. C. *La politique étrangère américaine ou l'obligation de cohérence*, Paris, Economica, 1988, p 77.

⁴⁰ Ch.OCKRENT et A. MARENCHES, *op.cit.*, page 313.

⁴¹ *ibidem*, p. 129.

bien la conduite des affaires. Ce renseignement lui permet de disposer d'un important gisement d'informations qui facilite la réalisation des actions concrètes aux niveaux interne et externe. Pour le premier niveau, le renseignement est perçu sous forme d'alerte émise aux consommateurs (utilisateurs des renseignements qui sont généralement des hautes autorités) qui décident des mesures de protection de la population⁴². Au second niveau, « la connaissance de l'activité d'un Etat suspect peut faciliter, avec un préavis suffisant, la prise d'une décision adaptée ou permettre d'attirer l'attention des instances internationales. Ce rôle préventif est aujourd'hui capital »⁴³.

Le régime du Maréchal Mobutu avait longtemps survécu, écrit le professeur Banyaku⁴⁴ dans un de ses articles, grâce au soutien logistico-informationnel (renseignements et moyens logistiques) dont il bénéficiait de la part des services secrets occidentaux... parce que pendant la période de la guerre froide la République Démocratique du Congo jouissait d'un statut régional privilégié qui faisait d'elle la plaque tournante dans l'échange des renseignements sur la menace des intérêts occidentaux en Afrique centrale... Ce soutien qui était presque une prise en charge ne permit pas aux services secrets congolais de s'organiser de manière idoine.

L'Etat qui veillera sur le respect strict de ces missions et fonctions du service de renseignement, sera loin de la phrase du Général Douglas Mac Arthur qui renseigne que « L'histoire des guerres perdues peut se résumer en deux mots : trop tard. Trop tard, pour comprendre les desseins mortels d'un ennemi en puissance ; trop tard, pour s'apercevoir du redoutable danger ; trop tard, pour se préparer ; trop tard, pour unir toutes les forces de résistance possibles ; trop tard, pour rallier ses amis »⁴⁵.

Conclusion

Cette recherche a porté sur la sécurité internationale de la République Démocratique du Congo et la place qu'occuperait le renseignement dans la construction de cette architecture.

Nous sommes ainsi parti des faiblesses que relevait dans l'architecture de la sécurité internationale de la RDC entre 1977 et 2003. Ses faiblesses ont été passées en revue à travers les agressions surprises dont

⁴² SAILLANT J. –L (Lt-col), Art.cit., p. 52.

⁴³ BRONCHIER M. (Commandant), *loc.cit.*, p. 55

⁴⁴ BANYAKU LUAPE, « Les virages et miracles de la diplomatie congolaise. Evolution et perspectives de la diplomatie congolaise » in *Le défis de la nouvelle République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Facultés Catholiques de Kinshasa, Etudes publiées par la Faculté d'Economie et Développement, Collection Afrique et Développement 14, 2003, pp. 51 et 52.

⁴⁵ NIXON, R., *La vraie guerre*, Paris, Editions Albin Michel, 1980, p. 17.

ce pays a été victime. La lecture de tous ces événements a montré que c'est le défaut de renseignement qui a été à la base des attaques surprises perpétrées contre la RDC.

Jusqu'à ce jour, la RDC n'a pas encore pris conscience du rôle substantiel des renseignements dans la constitution de son soft power. C'est ce défaut de renseignement qui est à notre humble avis, le facteur principal d'une politique extérieure attentiste et d'une diplomatie des réactions souvent dépassées.

Il ressort de nos analyses que le renseignement est un maillon important dans l'architecture de la sécurité internationale de la RDC et que présentement voire dans l'avenir que les services qui doivent produire les renseignements soient mis dans les conditions qui leur permettront d'être à la hauteur des tâches qui leur sont confiées.

Bibliographie

- BAENDE EKUNGOLA, J.-G., *Méthodologie scientifique en sciences sociales. Un regard sur les procédés de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- BANYAKU LUAPE, « Les virages et miracles de la diplomatie congolaise. Evolution et perspectives de la diplomatie congolaise » in *Le défis de la nouvelle République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Facultés Catholiques de Kinshasa, Etudes publiées par la Faculté d'Economie et Développement, Collection Afrique et Développement 14, 2003.
- BRONCHIER(Commandant), M. « l'avenir de l'infosphère : un développement annoncé par l'informatique et l'image », in *armées d'aujourd'hui* (le renseignement et l'armée de l'air), n° 211, juin 1996, Paris, Editions ADDIM.
- CORVEZ, A., « Analyse stratégique et renseignement » in *Revue Défense Nationale*, Décembre 2012-n° 755.
- De MARENCHES, A., *Atlas géopolitique*, Paris, Editions Stock, 1988.
- DENNY, B. C. *La politique étrangère américaine ou l'obligation de cohérence*, Paris, Economica, 1988.
- Département de la Défense Nationale, (état-major général des forces armées zaïroises), Mobutu et la guerre de « quatre-vingt jours », Tournai (Belgique), les presses de l'imprimerie casterman S.A., 1978.
- DUNGIA, E., *Mobutu et l'argent du Zaïre. Les révélations d'un diplomate ex agent des services secrets*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, 10^{ème} édition, Paris, Dalloz, 1996.

- ILUNGA SHAMANGA (Gén.), *La chute de Mobutu et l'effondrement de son armée*, s.l., Canon One Stop Shop, 1998.
- JEFFERSON Th., in Dumas MALONE, *Jefferson the Président, First Term, 1801-1805*, Boston, Little, Brown, 1970.
- KALUBA DIBWA, D, . *Méthodes de la science politique*, Kinshasa, Editions Eucalyptus, 2017.
- KALULAMBI Pongo, *Transition et conflits politiques au Congo-Kinshasa*, Paris, Éditions Karthala.
- KISSINGER, H., *A la Maison Blanche. 1968-1973*, tome 1, Paris, Fayard, 1979.
- LOKASOLA N'KOY BOSENGE, *La chronique d'une chute. Analyse d'un environnement humain et de faits sociaux ayant prévalu à la fin du régime Mobutu, et à l'avènement du pouvoir de Kabila*, Kinshasa, CHAIRE UNESCO, 2007.
- LOWENTHAL, M., *Intelligence, from Secrets to Policy*, C.Q. Press, 2005.
- MBELA HIZA MULANASAN (en collaboration avec Cl. Lames), *Comprendre la sociologie. De sa genèse à la constitution de son langage*, Kinshasa, s.e., 2007.
- MOVA SAKANYI, H., *Congo : Survie et grandeur. Pari d'une géopolitique nouvelle dans la mondialisation*, Kinshasa, Editions Safari, 2001.
- NIXON R., *La vraie guerre*, Paris, Éditions Albin Michel, 1980.
- NIXON, R., *La vraie guerre*, Paris, Editions Albin Michel, 1980.
- OCKRENT C., et A. MARENCHES, *Dans le secret de prince*, Paris, Editions Stock, 1986.
- OCKRENT Ch., et A. MARENCHES, *Dans le secret de prince*, Paris, Editions Stock, 1986,.
- TSHUNGU BAMESA, *Méthodologie de recherche qualitative et quantitative*, Kinshasa, s.e., 2011.